



PRESENTATION DES RESOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 24 SEPTEMBRE 2012 PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document a pour objet de présenter les résolutions soumises par le Conseil d'administration au vote de l'Assemblée générale mixte (ordinaire et extraordinaire) du 24 septembre 2012.

Il est destiné à présenter les points importants des projets de résolutions mais ne saurait prétendre remplacer une lecture attentive du texte des projets de résolutions.

APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX ET DES COMPTES CONSOLIDES AFFECTATION DU RESULTAT - Résolutions 1 à 3 -

La présentation des comptes, l'exposé de la situation financière, de l'activité et des résultats du groupe et de la Société au cours de l'exercice écoulé, ainsi que les diverses informations prescrites par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, ont été traités dans le Rapport de gestion auquel nous vous prions de bien vouloir vous référer.

Les **trois premières résolutions** concernent l'approbation des comptes sociaux et consolidés clos au 31 mars 2012 ainsi que l'affectation du résultat déficitaire, tel que ressortant des comptes sociaux, qu'il est proposé d'affecté comme suit :

AFFECTATION DU RESULTAT	
Résultat de l'exercice 2011/2012	-63 816 545,43€
Compte « Autre Réserve »	+84 014 742,27€
TOTAL « AUTRE RESERVE »	+20 198 196,84€

Mention étant faite, conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, qu'aucune distribution de dividende n'a été opérée au titre des trois derniers exercices.

CONVENTIONS REGLEMENTEES ET ENGAGEMENTS - Résolution 4 -

Il est proposé sous la **quatrième résolution** d'approuver les conventions réglementées et les engagements soumis aux dispositions de l'article L. 225-40 et suivants du Code de commerce, dont il est fait état dans le **Rapport spécial des Commissaires aux comptes**.

RENOUVELLEMENT DES MANDATS D'ADMINISTRATEUR D'YVES ET GERARD GUILLEMOT - Résolutions 5 et 6 -

Il est proposé sous les **cinquième** et **sixième résolutions** de renouveler les mandats d'administrateur d'**Yves** et **Gérard GUILLEMOT** pour une durée de quatre ans soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes clos le 31 mars 2016.

NOMINATION DE MME ESTELLE METAYER EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR -Résolution 7 -

Il est proposé sous la **septième résolution** de nommer **Mme Estelle METAYER** en qualité de nouvel administrateur pour une durée de quatre ans soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes clos le 31 mars 2016.

Il est à noter que **M. Marc FIORENTINO** dont le mandat arrive à expiration à l'issue de la présente Assemblée, n'a pas émis le souhait d'être renouvelé dans ses fonctions d'administrateur afin notamment de se consacrer à court voire moyen terme de façon plus active et opérationnelle au business même du groupe UBISOFT et dans la mesure où ces nouvelles activités pourraient être de nature à remettre en cause les critères d'indépendance visés par le Code AFEP-MEDEF.

RECONDUCTION DU PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS - Résolutions 8 et 10 -

Les **huitième** et **dixième résolutions** portent sur le **renouvellement des autorisations** nécessaires à conférer au Conseil d'administration **afin d'opérer en Bourse sur les actions de la Société** dans les conditions prévues par la loi.

La **huitième résolution** reprend la sixième résolution votée lors de l'assemblée générale du 30 juin 2011 autorisant votre Conseil d'administration, pour une durée de dix-huit mois, à mettre en place **un programme de rachat d'actions propres de la Société** dans les conditions et selon les objectifs prévus par la législation en vigueur. Le descriptif figure dans le rapport de gestion sur les comptes clos le 31 mars 2012 (cf. § 3.3.4 du Rapport de gestion) : **le prix maximum d'achat proposé étant de 30€.**

Cette autorisation ne peut pas être utilisée en période d'offre publique sur la Société.

La **dixième résolution** s'avère nécessaire afin de **permettre l'annulation d'actions** prévue dans la **huitième résolution.**

DELEGATIONS FINANCIERES - Résolutions 11, 12, 13, 14, 15 et 16 -

Ces délégations sont destinées à donner à votre Conseil d'administration **la possibilité d'agir rapidement** et avec souplesse en fonction des opportunités, de la mobilité et de la diversité des marchés financiers en France et l'étranger et **de réaliser des émissions** - susceptibles d'être placées auprès d'investisseurs intéressés par certains types de produits financiers - **au moment le plus favorable au regard de la stratégie de l'entreprise. La suppression du droit préférentiel** de souscription **pouvant être décidée** notamment **pour accélérer le placement** des émissions **et** par conséquent **en faciliter la bonne fin.**

En tout état de cause, **l'utilisation éventuelle de ces délégations tiendrait compte de l'impact pour les actionnaires existants** et ferait l'objet quand requis par les textes et réglementations en vigueur d'une note d'information visée par l'AMF sur les motifs et les conditions de l'opération.

Le Conseil d'administration vous propose de renouveler les délégations concernant les émissions de titres avec **maintien du droit préférentiel de souscription (douzième résolution)**, avec **suppression du droit préférentiel de souscription** par le biais de deux résolutions distinctes par **voie d'offre au public (treizième résolution)** et **par placement privé (quatorzième résolution)** dans les mêmes termes, conditions et limites que lors de la précédente Assemblée :

- le **plafond de ces augmentations** de capital est fixé à **1.450.000€** pour les émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières (**soit 19,65% du capital à date**) : il est commun aux délégations relevant des treizième et quatorzième résolutions et vient s'imputer sur le **plafond global de 4.000.000€** fixé par la **vingt-et-unième résolution.**
- le **montant principal maximal des titres de créances** pouvant être émis est fixé à **400.000.000€.**

En complément de ces délégations, il vous est proposé sous la **quinzième résolution** d'autoriser votre Conseil à fixer le prix d'émission dans le cadre d'émissions sans droit préférentiel de souscription réalisées en vertu des **treizième** et **quatorzième résolutions** présentées ci-avant, et ce dans la limite de 10% du capital social de la Société par an. Le prix pouvant être fixé par le Conseil serait au moins égal à la moyenne pondérée du cours de l'action sur Euronext Paris au cours des trois séances de bourse précédant la décision de fixation du prix éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10%. **Cette délégation complète le dispositif classique des délégations financières.**

A noter que pour renforcer sa capacité de croissance externe la Société a, dans le cadre de la onzième résolution votée lors de l'assemblée générale de 30 juin 2011, mis en place une ligne de capital (« Equity Line »). Cette ligne, sur laquelle aucun tirage n'a eu lieu à ce jour, lui permet d'émettre jusqu'à 10% de son capital avec une décote de 5% (cf. § 3.3.2.6 du Rapport de gestion). **La quatorzième résolution**, qui se substituerait à la onzième résolution votée le 30 Juin 2011, ne vise pas à augmenter la capacité de tirage annuelle de la ligne de Capital, **elle donne simplement la possibilité à la Société d'en étendre la durée.**

Ces délégations seraient accordées, conformément à la loi, pour **une durée de 26 mois** à compter de la présente Assemblée et mettrait fin aux délégations de même nature votée par l'assemblée générale du 30 juin 2011.

Parallèlement, le Conseil d'administration vous propose de **renouveler** également sous la **seizième résolution** la **délégation financière** octroyée par l'Assemblée du 2 juillet 2010 **concernant les émissions d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions en vue de rémunérer des apports en nature** arrivant à expiration le 1^{er} septembre 2012.

Enfin, il vous est demandé sous la **onzième résolution** d'autoriser votre Conseil d'administration aux fins **d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes à concurrence d'un montant maximum de 10.000.000 €** – plafond autonome du plafond global de 4.000.000€ objet de la vingt-et-unième résolution. **L'existence d'un plafond autonome étant justifiée** par la nature tout à fait différente des augmentations par incorporations puisque celles-ci interviennent soit par attribution d'actions gratuites, soit par élévation de la valeur nominale des actions existantes et par conséquent, **sans dilution pour les actionnaires et sans modification du volume des fonds propres de la Société.**

Un état des délégations financières en vigueur et de leur utilisation au cours de l'exercice écoulé 2011/2012 figure en annexe.

ACTIONNARIAT SALARIE **- Résolutions 17, 18, 19 et 20 -**

Quatre résolutions concernant l'actionnariat salarié sont proposées au vote de l'Assemblée générale **afin de permettre à Ubisoft de continuer à concurrencer les packages proposés par les autres acteurs du secteur.**

Le Conseil d'administration reste convaincu que **proposer aux salariés** du groupe **une partie de leur rémunération globale en actions** de la Société **contribue à la convergence des intérêts des actionnaires et de celles de ses salariés.** C'est également pour le groupe **le moyen d'encourager chez ses salariés un engagement sur le long terme pour l'entreprise et pour ses performances.**

Ceci est d'autant plus **important aujourd'hui** que **le développement de la force de production** du groupe intervient dans un contexte de **très forte pression concurrentielle** sur les personnels qualifiés de l'industrie et est **rendue nécessaire par les opportunités de croissance du Groupe.**

Ces **incentives long terme** font donc partie intégrante **d'une stratégie qui vise à favoriser le recrutement, la rétention et la motivation des salariés.**

Cependant, le Conseil d'administration a également à cœur **le fait de maintenir dans des proportions raisonnables et conformes aux standards du marché l'impact dilutif** de ces incentives proposés aux salariés, **ceci dans l'intérêt de ses actionnaires.**

Augmentation du capital au profit des adhérents d'un plan d'épargne entreprise

La **dix-septième résolution** répond notamment aux dispositions légales (art. L. 225-129-6 du Code de commerce) prévoyant qu'un projet de résolution tendant à permettre de **réaliser des augmentations** de capital au **profit des adhérents du plan d'épargne groupe** doit être soumise au vote des actionnaires **dès lors que des résolutions portant sur des augmentations de capital social en numéraire** sont également soumises au vote des actionnaires.

Au 31 mars 2012, l'actionnariat salarié, **via le plan d'épargne groupe**, représentait **0,97%** du capital d'Ubisoft Entertainment S.A.

Par conséquent, nous vous invitons sous la **dix-septième résolution** à renouveler dans les mêmes termes et conditions que sous la treizième résolution de l'Assemblée du 30 juin 2011, la délégation de compétence à votre Conseil afin de procéder à **des augmentations de capital social réservées aux adhérents d'un plan d'épargne groupe** à concurrence d'un montant maximal de **0,1%** du capital social (contre **0,2%** au titre de l'Assemblée précédente) existant le jour de la tenue du Conseil d'administration décidant de l'émission. Cette délégation serait accordée, conformément à la loi, pour **une durée de 26 mois** à compter de la présente Assemblée et mettrait fin pour la partie non utilisée à la délégation de même nature votée par l'assemblée générale du 30 juin 2011.

Options de souscription et/ou d'achat d'actions ordinaires

La **dix-huitième** porte sur le renouvellement de l'autorisation à consentir à votre Conseil d'administration **en vue de consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions ordinaires** :

- à concurrence **d'un montant maximum** de **2,6%** (contre 3,4% au titre de l'Assemblée du 2 juillet 2010) du nombre d'actions ordinaires existant au moment de l'attribution des options par le Conseil d'administration ; et
- les options consenties **aux dirigeants mandataires sociaux** de la Société devant **être assorties de conditions de performance** fixées par le Conseil d'administration et **le nombre ainsi consenti ne pouvant pas représenter plus de 5% du total des attributions** effectuées par le Conseil pendant la durée de l'autorisation.

Conformément aux **pratiques en vigueur dans notre industrie**, le Conseil d'administration **souhaite continuer à consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions ordinaires** dans le cadre d'un plan ou plusieurs plans **discrétionnaires** à destination de **ses meilleurs talents**. Ce type de plans joue en effet un **rôle crucial dans les stratégies de rétention et de recrutement des personnels techniques et créatifs hautement qualifiés** dans un contexte **où la concurrence sur ces profils s'intensifie** suite à l'installation de nos concurrents dans les sites où Ubisoft est déjà implanté et notamment au Canada. L'attribution de stocks options est également **un élément primordial de la rétention des personnels clefs lors de nos acquisitions**. Le Conseil d'administration du groupe souhaite ainsi **réserver ces plans au bénéfice exclusif de ses meilleurs talents et des profils hautement qualifiés** que le groupe souhaite attirer.

Les conditions de performance fixées à ce jour **pour les options consenties aux dirigeants mandataires sociaux** sont établies **sur la base d'un objectif cumulé de chiffre d'affaires et de rentabilité**.

Le **pourcentage des actions tenues d'être conservées au nominatif** jusqu'à la **cessation de leurs fonctions par les dirigeants mandataires sociaux**, conformément aux dispositions de l'article L. 225-185 du Code de commerce, est fixé à **5%** (cf. 4.5.3 du Rapport de gestion).

Pour rappel, le nombre d'options de souscriptions attribuées lors de l'exercice **2012** a représenté sur le nombre total d'options attribuées: pour **les dirigeants mandataires sociaux (3,415%)** et **pour les dix premiers salariés (12,95%)** : contre **3,71%** et 13,81% au titre de l'exercice 2011, **3,88%** et 14,79% au titre de l'exercice 2010, **4,22%** et 18,30% au titre de l'exercice 2009, **4,72%** et 18,56% au titre de l'exercice 2008.

Au **31 mars 2012**, 16.573.169 options avaient été attribuées tous plans confondus, représentant une dilution potentielle de 14,84%; **49% de ces options ayant un prix d'exercice égal ou supérieur à 14,40€**. Sur la base des **options dites «dans le marché» pour lesquelles les périodes d'exercice sont ouvertes** (Cf. § 3.3.2.2 et 3.3.2.4 du Rapport de gestion), **la dilution** serait de **1,07%**.

Il est en outre rappelé que votre Conseil d'administration souhaite continuer **à ne pas proposer de décote sur les options consenties**.

Cette autorisation serait donnée pour **une durée de trente-huit mois** à compter de l'Assemblée.

Attribution gratuite d'actions

La **dix-neuvième résolution** vise à renouveler l'autorisation octroyée à votre Conseil d'administration par l'Assemblée du 22 septembre 2008 sous sa douzième résolution **expirée le 21 novembre 2011**, afin d'attribuer gratuitement des actions ordinaires de la Société.

L'utilisation faite de la résolution précédente figure au § 3.2.2.3 du Rapport de gestion – étant précisé **qu'aucun dirigeant mandataire social n'a bénéficié d'attribution au titre de cette autorisation**.

Il vous est proposé de renouveler cette autorisation **en la limitant au bénéfice des salariés du Groupe et en ne permettant donc pas une attribution aux dirigeants mandataires sociaux**.

Les attributions opérées au titre de la résolution précédente (12^{ème} résolution de l'Assemblée du 22 septembre 2008) l'ont été **sous conditions de performance** (objectifs individuels de performance liés au poste du bénéficiaire) et **de présence** à l'exception des attributions du 30 juin 2010 et 24 juin 2011 portant sur 12.520 et 12.140 actions, réalisées dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-186-1 du Code de commerce.

Au 31 mars 2012, le nombre total d'actions gratuites attribuées s'élevait à 945.030 soit une **dilution potentielle de 0,98%**.

Dans le cadre de la **politique d'actionnariat salarié notamment à l'égard des salariés étrangers** du groupe, l'attribution gratuite d'actions, mécanisme inspiré de pratiques anglo-saxonnes, **permet de rémunérer de façon certaine et éventuellement sous certains critères de performance les salariés**. Elle s'avère en outre plus simple à transposer juridiquement et fiscalement à l'étranger.

Cet **outil d'actionnariat salarié** permet :

- en premier lieu de **récompenser une performance exceptionnelle** ayant une incidence significative sur le groupe,
- **d'améliorer la compétitivité** en terme de **rémunération globale**,
- **d'aligner** encore davantage **les intérêts de nos salariés sur ceux de nos actionnaires**,
- de **renforcer la contribution des équipes** aux performances de l'entreprise.

Par conséquent et dans la mesure où l'une des priorités du groupe est **de développer l'actionnariat salarié hors de France**, il vous est proposé de renouveler l'autorisation octroyée précédemment à votre Conseil d'administration par l'Assemblée du 22 septembre 2008 aux fins d'attribuer des actions gratuites étant ici précisé (i) que les attributions gratuites effectuées ne pourront porter sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à **1,5%** du nombre d'actions composant le capital social au jour de la décision d'attribution du Conseil d'administration, (ii) que le Conseil d'administration, devra en vertu de cette autorisation, déterminer **les conditions et critères d'attribution** et (iii) que cette résolution **ne permettra pas d'effectuer d'attribution aux dirigeants mandataires sociaux**.

Cette autorisation serait donnée pour **une durée de trente-huit mois** à compter de l'Assemblée..

Augmentation de capital en faveur des salariés et/ou mandataires sociaux des filiales hors de France

La **vingtième résolution** a pour objet de renouveler la seizième résolution de l'Assemblée du 30 juin 2011, relative à une augmentation de capital réservée à une catégorie de bénéficiaires (**salariés et/ou mandataires sociaux des filiales étrangères**) dans **les pays** notamment **dans lesquels des fonds d'actionnariat salarié s'avèrent compliqués** et/ou la **fiscalité apparaît comme défavorable**. Ce plan permet de développer un sentiment d'appartenance aux valeurs du Groupe.

Dans le cadre de la résolution précédente, **il n'a pas été mis en place d'augmentation de capital social**.

Le Conseil d'administration souhaite renouveler cette autorisation **aux fins de l'étendre et d'en faire profiter notamment les salariés d'autres pays**, étant précisé que les émissions réalisées en vertu de cette autorisation ne pourront excéder **0,1%** (contre 0,2% au titre de la résolution précédente) **du montant du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration**. Cela permettra de renforcer également la convergence des intérêts des salariés étrangers avec ceux des actionnaires du groupe.

Cette autorisation serait donnée pour **une durée de dix-huit mois** à compter de l'Assemblée. Son approbation mettant fin, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'Assemblée du 30 juin 2011 sous sa seizième résolution.

En conclusion, les dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième résolutions concernant l'actionnariat salarié permettent à Ubisoft de concurrencer les packages proposés par les autres acteurs du secteur et c'est aujourd'hui un levier essentiel dans notre politique d'attraction et de rétention des salariés pour garantir la pérennité du succès de notre stratégie industrielle.

LIMITATION DU PLAFOND GLOBAL DES AUTORISATIONS

- Résolution 21 -

La **vingt-et-unième résolution** fixe une limitation globale au montant nominal des augmentations de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires pouvant être réalisées par le Conseil d'administration, immédiatement ou à terme en vertu des **douzième, treizième, quatorzième, quinzième, seizième, dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième résolutions** pendant la période de validité des autorisations.

Le montant nominal des augmentations de capital social est plafonné à 4.000.000€, montant auquel s'ajouterait, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre en supplément pour préserver les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant droit à des actions de la Société.

POUVOIRS

- Résolutions 9 et 22 -

Il vous est proposé d'octroyer, sous les **neuvième et vingt-deuxième résolutions**, les pouvoirs nécessaires aux fins de procéder aux formalités inhérentes aux résolutions de nature ordinaires ou extraordinaires soumises à l'approbation de l'Assemblée.

**ETAT DES DELEGATIONS EN COURS DE VALIDITE
AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012
CONSENTIES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION
EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL**

Nature	Date de l'assemblée - Résolution -	Durée Echéance	Plafond d'utilisation	Utilisation au 31/03/12	
Rachat d'actions	30/06/11 6 ^{ème} résolution	18 mois 29/12/12	10% du capital Prix d'achat maximum : 30€	Cf. 4.4	
Réduction de capital par annulation d'actions auto-détenues	30/06/11 8 ^{ème} résolution	18 mois 29/12/12	10% du capital	N/A	
Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres	02/07/10 10 ^{ème} résolution	26 mois 01/09/12	10M€	30/09/11 15/03/12	277.000 actions créées
Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription	30/06/11 9 ^{ème} résolution ⁽¹⁾	26 mois 29/08/13	En capital : 1.450K€ Titres de créances : 400M€	26/03/12	8.644.545 actions maximum à créer ⁽⁵⁾
Augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public	30/06/11 10 ^{ème} résolution ⁽¹⁾	26 mois 29/08/13	En capital : 1.450K€ Titres de créances : 400M€	N/A	N/A
Augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par placement privé	30/06/11 11 ^{ème} résolution ⁽¹⁾	26 mois 29/08/13	En capital : 1.450K€ Titres de créances : 400M€	20/03/12	9.400.000 actions maximum à créer ⁽⁶⁾
Fixation du prix d'émission d'augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel (offre au public ou placement privé) dans la limite de 10% par an	30/06/11 12 ^{ème} résolution ⁽¹⁾	26 mois 29/08/13	736K€		
Augmentation de capital en vue de rémunérer des apports en nature	02/07/10 15 ^{ème} résolution ⁽²⁾	26 mois 01/09/12	10% du capital de la société au jour de l'assemblée	-	-
Augmentation de capital en faveur des salariés adhérent à un plan d'épargne (PEG)	02/07/10 16 ^{ème} résolution ⁽²⁾⁽³⁾ 30/06/11 13 ^{ème} résolution ⁽¹⁾	26 mois 01/09/12 26 mois 29/08/13	0,2% du montant du capital au jour de l'utilisation par le Conseil	27/04/11	50.466 actions créées Cf. 3.3.2.5
Octroi d'options de souscription ou d'achat d'actions	02/07/10 17 ^{ème} résolution ⁽²⁾	38 mois 01/09/13	3,4% du montant du capital au jour de l'utilisation par le Conseil	27/04/11	3.220.748 options attribuées
Augmentation de capital réservée aux salariés des filiales de la société (hors de France)	30/06/11 16 ^{ème} résolution ⁽¹⁾	18 mois 29/12/12	0,2% du capital au jour de la décision du Conseil	N/A	N/A
Attribution gratuite d'actions	22/09/08 12 ^{ème} résolution ⁽⁴⁾	38 mois 21/11/11 (expirée)	1% du capital au jour de la décision du Conseil	24/06/11	143.910 actions attribuées

(1) Imputation sur les plafonds de 1.450K€ de capital et 400M€ de titres de créances (sans DPS) fixés par l'Assemblée du 30 juin 2011 (17^{ème} résolution)

(2) Imputation sur le plafond global de 4M€ fixé par l'Assemblée du 2 juillet 2010 (18^{ème} résolution)

(3) Il a été mis fin à cette délégation (pour la fraction non utilisée) par l'Assemblée du 30 juin 2011 ayant approuvé des résolutions de même nature

(4) Imputation sur le plafond global de 4M€ autorisé par l'Assemblée du 22 septembre 2008 (16^{ème} résolution)

(5) Attribution gratuite aux actionnaires de 95.090.002 bons de souscription d'actions (BSA) à raison d'un BSA pour une action (sur la base du nombre d'actions enregistré le 5 avril 2012 après bourse) émis le 10 avril 2012 et exerçables à tout moment du 10 avril 2012 au 10 octobre 2013 : 11 BSA permettant de souscrire à 1 action nouvelle au prix d'exercice de 7€

(6) Mise en place d'une ligne de capital « Equity Line » : émission de 9.400.000 bons d'émission d'actions (BEA) à un prix d'émission unitaire de 0,0001€ exerçables du 20 mars 2012 au 20 mars 2014 (avec faculté de prorogation d'une année) au gré de la société souscrits par Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (investisseur qualifié au sens de l'article L.411-2 du Code Monétaire et Financier) : un BEA permettant de souscrire à une action de la société à concurrence d'un prix d'exercice égal à 95% du cours moyen pondéré des jours de bourse précédant sa fixation : soit une augmentation de capital social maximal en nominal de 728.500€